

COMPTE-RENDU DE LA CONFÉRENCE

Conférence : **Après le Brexit, les nouveaux défis européens ?**

Le 1er Décembre 2016, l'**Union des Fédéralistes Européens des Hauts-de-France** , le **Mouvement Européen Nord et les Jeunes Européens** ont organisé 49 rue Nicolas Leblanc à Lille une conférence sur le thème suivant :

- **Après le Brexit , les nouveaux défis européens ?**

À cette occasion, **Monsieur Philippe TABARY**, est venu animer la conférence tournée vers l'avenir de l'Europe après l'annonce des événements tumultueux auxquels elle devra faire face dans le futur.

AVANT-PROPOS:

- 15 points sur les défis de l'Europe à aborder
- Référendum britannique pose beaucoup de problèmes et d'interrogations :
- Existence de procédures claires que le Royaume-Uni parle d'engager.
Mais c'est au parlement que revient le dernier mot.
- Référendum utilisé deux fois au Royaume-Uni : Adhésion de l'Union Européenne et pour la question du Brexit
- La question du Brexit est de savoir qui aura le dernier mot institutionnel
- Les milieux d'affaires sont contre un départ du Royaume-Uni
- Question du Royaume-Uni que se soit en interne ou externe n'est pas celle de « I want my money back »
- Problème de budget européen/ il est trop faible. Il représente 150 milliards d'euros soit 1% du PIB et 1/25 du budget des États-Unis. Les traités imposent en plus que les budgets soient à l'équilibre. Bruxelles ne peut donc pas faire, avec les moyens qu'il possède, tout ce qu'on attend de lui

LES DÉFIS DE L'EUROPE :

- L'un des défis de l'Europe est celui d'une armée. Nous disposons de peu d'hommes, et c'est très souvent par l'OTAN que nous devons passer. Certains pays membres sont contre une armée car ils n'en ont pas ou ils ne disposent que de très peu d'hommes, d'autres au contraire prennent le parti d'une armée européenne forte.
- La Grèce... : Pays qui n'a jamais été économiquement viable. Son arrivée dans l'Europe n'a pas exagéré sa situation financière puisque structurellement elle n'a pas les moyens d'être viable
- La Turquie : Pays qui a historiquement un statut de candidat. L'Allemagne est pour son entrée dans l'Europe : il y a plus de 3,5 millions de Turcs en Allemagne. La Turquie pose problème du fait de sa taille, de sa démographie. Si la Turquie adhère à l'Union Européenne en 2030, sa démographie viendrait à dépasser celle de l'Allemagne, ce qui signifie plus de députés pour les Turcs etc... Autre problème de la Turquie : La gestion des plaintes de ses voisins en cas d'adhésion. Comment expliquer à la Biélorussie qu'elle ne peut pas adhérer à l'Union-Européenne alors que la Turquie 200km plus loin y est parvenue ? Cela pose une question de logique. Enfin, le problème de la Turquie est son instabilité politique. Concernant le respect des Droits de l'Homme, on attend d'un pays membre plus d'exemplarité. Enfin, l'un des buts de l'Union Européenne est de réduire les écarts de développements entre les pays. La Turquie affiche des retards de développements de 1 à 22 en interne.
- L'euro : Cette monnaie est autant un succès qu'un défi.
- Harmonisation des charges : On constate des va-et-vient de main d'œuvre sous traitée et sous payée. Ces faits sont la preuve qu'il existe une non-Europe qui profite au secteur privé. Les salaires féminins sont aussi beaucoup plus faibles que ceux des hommes. Possibilité d'avoir un compte bancaire dans chacun des états membres. Chaque année les états membres envoient un relevé des avoirs des particuliers détenus à l'étranger. Il y a alors conflit entre ceux qui rendent possible l'évasion fiscale au sein de l'Union Européenne (Suisse, Luxembourg).
- Les élargissements ? Ils ne sont pas considérables. Le mot élargissement fait peur et le réflexe est de dramatiser la situation interne pour ne pas accueillir de nouveaux membres. Les potentiels nouveaux arrivants sont l'ex-Yougoslavie (moins les Etats déjà membres de l'UE) et l'Albanie. Ces élargissements « signeront » la fin du Traité de Versailles qui avait créé des états artificiels qui n'ont rien à faire ensemble, dont

les intérêts divergent et qui partageaient à l'époque uniquement des hostilités communes.

- Politique agricole ? elle est en cours de révision. Rien de fondamental à revoir, seuls les mécanismes vont changer. Il s'agit des mécanismes qualificatifs et économiques. L'idée est de créer une agriculture plus productive dont les revenus iront de moins en moins aux centrales d'achats.
- Politique de voisinage : Elle ne concerne que l'Est non candidat et la Russie.
- Le devenir de la politique d'aide au développement : René Maillet avait sous la quatrième république instauré une politique d'aide au développement du continent africain. Aujourd'hui, nous nous interrogeons sur le fait de faire perdurer et sous quelles conditions. Doit-on aider de la même manière l'Amérique Latine et l'Afrique ? Doit-on ajouter des pays ? Les modalités sont en cours de discussion. Les ressources disponibles pour l'aide au développement ne sont pas comprises dans le budget de l'Union européenne. C'est un autre porte-feuille que gère Bruxelles mais dont les modalités restent proches.
- Informer sur l'Europe : Il est important que l'on sache ce que l'on fait en interne. La plupart de la jeunesse n'est pas au courant des événements européens et des instances de fonctionnement de l'Europe. Au niveau de l'éducation, il faut qu'il y ait plus d'Erasmus. Il faut plus d'informations pour plus de mobilisations. La communication est le maillon faible de la chaîne de l'Europe. Dans les milieux politisés et économiques les informations passent mais au niveau de l'opinion publique moins. Là se pose vraiment un défi de rapprochement des décideurs de manière à avoir une vraie opinion publique européenne. Il n'y a pas vraiment de partis politiques européens définis, il y a une certaine harmonisation des votes dans une grande diversité qui rend l'information difficilement accessible. Enfin, on parle beaucoup trop peu des « **SUCCESS STORIES** » de l'Union européenne.

INTERVENTIONS :

- Rappel d'un grand succès européen : la politique de l'environnement. Elle est créée d'entrée de jeu par le Parlement européen.
- Rétrospective sur les primaires de droite et l'absence de communication sur l'Europe. Quelles astuces pour parler de l'Europe ? Les primaires ne sont pas vraiment l'endroit où on peut parler de l'Europe. Ce sont aux députés européens de parler de l'Europe en priorité. Les autres ne peuvent pas tout faire. La prochaine élection publique où il sera impératif de parler de l'Europe sera l'élection présidentielle.
- Problème du cofinancement FEDER soulevé : En Grèce on est allé jusque 95% de financement par le FEDER. On exige une partie de financement par les collectivités pour éviter les problèmes de fraude. Il y a un problème financier au FEDER, mais il y a aussi le risque de supranationalité. Il s'agit de dire que l'Europe finance un projet que l'Etat peut stopper par un droit de véto.
- Discussions annuelles sur l'Europe, avec comme exemple les rendez-vous annuels de Suède (rendez-vous qui ont moins fonctionné ces derniers temps) notamment concernant la question de l'Euro. Dans la mémoire les Erasmus en Europe augmentaient le rayonnement de l'Europe et généraient un sentiment d'appartenance, grâce notamment à la diversité linguistique que l'on peut acquérir dans ces séjours.
- Retour sur l'Espace Schengen et son rôle d'Europe de la police : Création d'Interpol. C'est difficile de négocier pour une coopération entre les polices européennes puisque nous n'avons, nous mêmes, pas réussi à fusionner la gendarmerie et la police nationale pour éviter les bavures. Pourtant ça fonctionne en Belgique. Le problème provient aussi de nos divergences culturelles à l'égard des pratiques de la police (ex: en Angleterre, il n'y a pas besoin de carte d'identité pour circuler dans le pays et les policiers étaient jusque récemment non armés).
- Retour sur la nécessité d'informer les étudiants sur l'Europe le plus tôt possible, et de manière plus intensive à l'Université : À l'époque de Jules Ferry, les étudiants ne se préoccupaient que de connaître la limite de leur village ou de leur canton. Puis de nombreux événements comme la révolution des chemins de fer ont placé l'enseignement de l'Europe au centre des cursus. Il faut prendre plus de temps pour enseigner aux jeunes les bienfaits de l'Europe et de ses institutions, puisque nous réussissons à le faire nationalement.

Remerciements à Monsieur Philippe TABARY.